

CORRIGÉS

EXERCICES

EXERCICE 1 Prorogation de la société

1. La prorogation de la société est-elle possible ?

A l'arrivée du terme prévu par les statuts, la société est dissoute (C. civ. art. 1844-7, 1°). Les associés peuvent éviter la dissolution en décidant, avant l'arrivée du terme, la prorogation de la société.

Décision de prorogation

Selon l'article 1844-6, alinéa 2 du Code civil, un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de statuer sur la prorogation de la société. A défaut, tout associé peut demander au président du tribunal de grande instance du lieu du siège social, statuant sur simple requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de consulter les associés et d'obtenir une décision de leur part sur la prorogation éventuelle de la société (C. civ. art. 1844-6, al. 3). Cette opération équivaut à une modification des statuts et doit, en conséquence, être décidée dans les conditions prévues à cet effet par les statuts ou à l'unanimité (C. civ. art. 1844-6, al. 1).

L'arrivée du terme entraînant la dissolution de plein droit de la société, la prorogation doit intervenir avant que la dissolution ne soit consommée car il n'est pas possible de faire revivre une société dissoute. Toute prorogation tardive est inefficace, même si elle est assortie d'une clause de rétroactivité ou décidée à l'unanimité des associés.

Refus de proroger la durée

En cas de refus de prorogation par les associés, la société est dissoute de plein droit à l'expiration de sa durée.

Durée et effets de la prorogation

A l'occasion de la décision de prorogation, les associés peuvent librement fixer la nouvelle durée de la société, sans pouvoir, toutefois, retenir une prolongation supérieure à 99 ans. Dans cette limite, la durée de la société peut être prorogée une ou plusieurs fois.

Lorsque la prorogation est décidée, c'est la même personne morale qui continue, la prorogation, comme toute autre modification statutaire, n'entraînant pas formation d'un être moral nouveau (C. civ. art. 1844-3).

Encore faut-il que cette prorogation intervienne avant l'arrivée du terme, une prorogation tardive ou irrégulière étant inopérante. S'ils ne le font pas et continuent l'exploitation au lieu de procéder à la liquidation, une société de fait apparaît entre eux pour les activités exercées postérieurement à l'arrivée du terme.

En l'espèce, Germaine est dans les temps pour convoquer l'assemblée générale en vue de la prorogation de la société.

2. De plus, Germaine souhaiterait savoir si la simple cessation d'activité de la société pendant un an entraînerait la dissolution de celle-ci. Que pouvez-vous lui répondre ?

La simple cessation d'activité de la société, sa « mise en sommeil », ne constitue pas une cause de dissolution de plein droit. Elle doit toutefois faire l'objet d'une inscription modificative au registre du commerce et des sociétés. Cette inscription modificative incombe, en principe, à la société.

Si dans les deux ans après la mention au registre du commerce de la cessation totale d'activité, le greffier constate l'absence d'inscription modificative relative à une reprise d'activité, il saisit, après en avoir informé la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à son siège social, le juge commis à la surveillance du registre du commerce, aux fins d'examen de l'opportunité d'une radiation.

Si la radiation est ordonnée par le juge, elle doit être portée à la connaissance du ministère public.

Germaine pourrait tout à fait mettre en sommeil sa société pendant une durée d'un an, et au maximum pour deux ans.

EXERCICE 2 Poursuite d'activité d'une SNC

1. Qu'en pensez-vous ?
2. Au-delà de cette clause statutaire, quelles conditions doivent remplir les filles de Monsieur Martin pour intégrer la société ?

En l'espèce, Monsieur MARTIN, le gérant, décède. Dans le cadre d'une SNC, le décès est en principe une cause de dissolution. Toutefois, ici, il existe une clause statutaire prévoyant la continuation de la société avec les associés déjà présents et les héritiers, s'ils sont agréés.

Pour réserver à leurs héritiers les avantages de l'exploitation, les associés peuvent stipuler dans les statuts que la société continuera entre les associés survivants et tous les héritiers de l'associé prédécédé. Dans un tel cas, la mutation va s'opérer de plein droit, sans que les associés aient à donner leur accord puisqu'il s'agit de la simple exécution du pacte social.

Cependant, il est possible aux statuts de prévoir que, pour devenir associés, les héritiers devront être agréés par la société. Si l'agrément n'était pas accordé, les héritiers auraient droit à la valeur des droits sociaux de leur auteur (C. com., art. L. 221-15, al. 4).

Marie et Sophie devront donc être agréées pour pouvoir accéder à la qualité d'associé. En outre, en qualité d'héritières, elles devront remplir certaines conditions relatives au droit des successions.

Toutefois, il convient de s'interroger sur cette notion d'héritier. Ainsi, en principe, seuls les héritiers ab intestat, et non pas légataires, sont concernés. Cela semble être le cas en l'espèce.

Par ailleurs, la continuation de la société s'impose aux héritiers dès l'instant où ils ont accepté la succession, et inversement, la renonciation à la succession exclut leur entrée dans la société. En outre, les héritiers d'un associé-gérant ne succèdent pas à la qualité de gérant.

Enfin, lorsque les statuts ont prévu la nécessité d'un agrément et qu'il y a pluralité d'héritiers, se pose la question de la divisibilité de l'agrément. En effet, la logique voudrait que celui-ci soit divisible, c'est-à-dire qu'il peut être accordé à certains héritiers et pas à d'autres. Toutefois, l'article L.221-15 du Code de commerce, en visant « l'héritier », vise nécessairement, de façon indivisible, l'ensemble des héritiers.

En l'espèce, Marie et Sophie devront donc remplir ces différentes conditions.

En outre, si l'on considère que l'agrément est divisible, il semblerait que Sophie ne puisse pas intégrer la société. A l'inverse, en considérant l'agrément comme indivisible, le seul moyen de bloquer l'entrée de Sophie dans la société serait de refuser également l'entrée à Marie.

En tout état de cause, si Sophie venait à être agréée, cette clause ne lui permettrait d'accéder qu'à la qualité d'associé et non pas à la qualité de gérant. Le gérant devra donc être nommé lors d'une assemblée ultérieure.

EXERCICE 3 Dissolution d'une SARL

Qu'en pensez-vous ?

Il pourrait venir à l'esprit de Martine d'agir en justice en vue de demander la dissolution judiciaire de la SARL. Elle pourrait alors prouver l'inexécution par Gérard d'une de ses obligations, à savoir l'obligation prévue par les statuts de travailler pour le compte de la société.

Néanmoins, bien que Martine soit débordée, aucune paralysie du fonctionnement de la société n'est à déplorer. Au contraire, la surcharge de travail de Martine prouve simplement que la société est prospère. Le juste motif de dissolution n'est donc pas démontré.

En outre, il s'agit en l'espèce d'une SARL. Le départ d'un associé n'entraîne plus aujourd'hui dissolution de la société, la SARL pouvant devenir unipersonnelle. Martine pourrait donc reprendre les parts de Gérard et poursuivre l'activité sous forme d'EURL, ou trouver une personne susceptible de racheter les parts de Gérard.

EXERCICE 4 Perte de plus de la moitié du capital social

Quelles pourraient être les conséquences pour lui et pour la société d'une telle situation?

En cas de « perte de la moitié du capital », la direction est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

L'article L 225-248 impose au conseil d'administration de « convoquer » l'assemblée. Par prudence, il est néanmoins conseillé de ne pas se contenter de convoquer l'assemblée mais bien de tenir celle-ci dans le délai imparti. S'il s'agit d'une société anonyme, ce qui est le cas en l'espèce, c'est l'assemblée générale extraordinaire qui doit être consultée (art. L 225-248, al. 1).

Comme le prévoit la loi, la résolution soumise au vote des associés doit porter sur la dissolution de la société (et non pas sur la poursuite de l'activité sociale). Il s'ensuit que la « minorité de blocage » (un peu plus du tiers du capital dans les SA) suffit pour écarter cette dissolution et, par voie de conséquence, pour maintenir l'exploitation sociale.

La décision prise par les associés (dissolution ou continuation) devra être déposée au greffe du tribunal de commerce, inscrite au registre du commerce et des sociétés et publiée dans un journal d'annonces légales.

En présence d'une SA, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société, à défaut de décision collective ou de réunion de l'assemblée générale extraordinaire comme dans le cas où celle-ci n'aurait pu délibérer valablement.

En conséquence, au regard de la situation de la SA, il convient pour Monsieur A de convoquer l'assemblée et l'inciter à se prononcer en faveur d'une dissolution de la société, si les perspectives de l'entreprise ne permettent pas d'envisager une reprise de l'activité et la possibilité de combler les pertes.